

Réf. :

**ORDRE DE QUITTER LE TERRITOIRE**

**Ordre de quitter le territoire**

Il est enjoint à Monsieur / Madame<sup>(1)</sup>, qui déclare se nommer<sup>(1)</sup> :

nom : .....

prénom : .....

date de naissance : .....

lieu de naissance : .....

nationalité : .....

Le cas échéant, ALIAS : .....

de quitter le territoire de la Belgique, ainsi que le territoire des Etats qui appliquent entièrement l'acquis de Schengen<sup>(2)</sup>, sauf s'il (si elle) possède les documents requis pour s'y rendre,

dans les ..... jours de la notification de décision / au plus tard le .....<sup>(1)</sup>.

**MOTIF DE LA DECISION :**

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

.....

.....

.....

**Mesures préventives<sup>(3)</sup>**

En exécution de l'article 74/14, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, les mesures préventives suivantes sont imposées à l'intéressé(e) :

- se présenter lorsque le bourgmestre ou son délégué ou l'agent ou le fonctionnaire de l'Office des Etrangers le demande .....<sup>(4)</sup> et / ou ;
- déposer une garantie financière couvrant les frais occasionnés par le séjour et l'éloignement auprès de la Caisse des dépôts et Consignations .....<sup>(4)</sup> et / ou ;
- remettre une copie des documents d'identité.

**MOTIF DE LA DECISION :**

.....

.....

.....

Bruxelles,

Le Ministre de ..... / délégué du Ministre de ..... (1), (2)

Nom et qualité, date, signature et sceau de l'autorité

**Acte de notification**

Je, soussigné, ..... (6),  
ai notifié au (à la) concerné(e), cette (ces) décision(s) du .....

nom : .....

prénom : .....

date de naissance : .....

lieu de naissance : .....

nationalité : .....

Il a été remis, par mes soins, un copie de cette (ces) décision(s).

J'ai informé l'intéressé(e) sur :

- l'obligation de retour ainsi que sur les conséquences s'il n'y est pas donné suite :

La brochure présentant les possibilités en matière de retour volontaire lui a été remise.

A défaut d'obtempérer, il (elle) s'expose à être ramené(e) à la frontière et à être maintenu(e) à cette fin, pour le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

S'il / Si elle n'obtempère pas, une mesure d'interdiction d'entrée peut également être prononcée.

- les possibilités de recours :

Un recours en annulation peut être introduit devant le Conseil du contentieux des étrangers contre la (les) décision(s), conformément à l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980. Ce recours doit être introduit par requête dans les trente jours suivant la notification de la (les) présente(s) décision(s). Lorsque l'intéressé(e) se trouve dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 de la loi ou est mis à la disposition du gouvernement, au moment de la notification de la décision, la requête doit être introduite dans les quinze jours de la notification de la présente décision en vertu de l'article 39/57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980.

Une demande en suspension peut être introduite conformément à l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980. Sauf en cas d'extrême urgence, la demande de suspension et la requête en annulation doivent être introduites par un seul et même acte. Sauf accord de l'intéressé(e), il ne sera procédé à l'exécution forcée de la mesure d'éloignement ou de refoulement dont il ou elle fait l'objet, qu'après l'expiration du délai de recours visé à l'article 39/57, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 (10 jours s'il s'agit d'une première mesure d'éloignement ou de refoulement / 5 jours à partir de la deuxième mesure d'éloignement ou de refoulement) ou, lorsque la demande de suspension en extrême urgence de l'exécution de cette mesure a été introduite dans le délai visé, qu'après que le Conseil a rejeté la demande..

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours et la demande visés ci-dessus sont formés par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980 et dans l'article 32 du Règlement de procédure du Conseil du Contentieux des Etrangers (RP CCE). Ils sont introduits auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers par pli recommandé à la poste, sous réserve des dérogations prévues par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 4 du RP CCE, au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

Sous réserve de l'application de l'article 39/79 de la loi du 15 décembre 1980, l'introduction d'un recours en annulation et d'une demande de suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure. Une rubrique « FAQ » est consultable via le site web [www.rvv-ccce.be](http://www.rvv-ccce.be).

- les possibilités d'assistance juridique et linguistique :

L'intéressé(e) peut faire appel au bureau d'aide juridique conformément aux articles 508/1 et suivants du Code judiciaire et en cas de besoin à une assistance linguistique qui peut être octroyée en vertu de l'article 508/10 du Code judiciaire. Les coordonnées des bureaux d'aide juridique sont consultables via le site web [www.advocaat.be](http://www.advocaat.be) et [www.avocats.be](http://www.avocats.be).

- la possibilité d'obtenir des traductions :

Une traduction écrite ou orale des principaux éléments de la décision y compris des informations concernant les voies de recours disponibles dans une langue que l'intéressé(e) comprend, ou dont il est raisonnable de supposer qu'il ou elle comprend, peut être obtenue sur sa demande auprès du ministre ou de son délégué.

**Le présent document ne constitue en aucune façon un titre d'identité ou un titre de nationalité.**

Nom, date, signature et sceau de l'autorité.

Je reconnais avoir reçu notification de la (des) présente(s) décision(s).

Nom et signature de l'étranger.

(1) Biffer la mention non applicable.

(2) Il s'agit des autres Etats membres de la Convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990. La liste de ces Etats est consultable sur le site web [dofi.ibz.be](http://dofi.ibz.be), rubrique « Contrôle aux frontières », rubrique « Informations », « LISTE DES ETATS MEMBRES EEE/EU/SCHENGEN ».

(3) Biffer lorsqu'il n'y a pas de mesure préventive prise.

(4) Indiquer les modalités.

(5) Le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences.  
Indiquer le nom et la qualité de l'autorité.

**SPECIMEN**